

OLGA KATSIARDI-HERING

L'IDÉE DE LA RÉVOLUTION DANS L'HORIZON  
POLITIQUE DES GRECS DE HONGRIE  
(FIN XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE)

*Extrait*

CENTRE DE RECHERCHES NÉOHELLÉNIQUES  
FONDATION NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ACTES DU III<sup>e</sup> COLLOQUE D'HISTOIRE  
(ATHÈNES 14-17 OCTOBRE 1987)

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE  
ET L'HELLÉNISME MODERNE

ATHÈNES 1989

OLGA KATSIARDI-HERING

L'IDÉE DE LA RÉVOLUTION DANS L'HORIZON  
POLITIQUE DES GRECS DE HONGRIE  
(FIN XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE)

Les réflexions qui vont suivre n'ont pas l'ambition de présenter et d'analyser de manière globale et définitive le problème des idées révolutionnaires des Grecs en Hongrie. A quelques heureuses exceptions près, des travaux spécifiques font d'ailleurs défaut qui faciliteraient la réalisation d'un tel objectif. Les remarques qui vont suivre se proposent d'orienter la future recherche vers des questions précises, concernant non seulement le problème de l'influence (que donc entend-t-on par ce mot?) des idées de la Révolution française sur les colons Grecs dans les pays de la monarchie des Habsbourg et dans l'aire sensible de la Hongrie, mais aussi, plus généralement, l'image qu'ils se faisaient de l'idée révolutionnaire.

On ne pourrait aborder le problème en le réduisant à une question de l'historiographie — politique ou des idées — grecque, sans rapports avec ce qui constitue son contexte, c'est-à-dire: a) l'aire géographique où ces Grecs ont vécu de manière permanente ou passagère, b) la situation sociale, économique et politique de leur espace d'installation et d'activité commerciale, vaste ou restreint, c) leur coexistence durable avec d'autres peuples balkaniques, ce qui est d'une grande importance, une telle coexistence, avec ou sans entraves, pouvant éventuellement être tenue comme une "école" préparatoire en vue d'une collaboration plus vaste des peuples des Balkans. Plus précisément, notre sujet doit d'être examiné à la lumière et à partir de la position toute particulière de la Hongrie dans l'espace de la monarchie des Habsbourg, à la frontière extrême de l'Europe du Sud-Est. Ayant posé ces conditions, et sur la base d'informations connues ou inconnues jusqu'ici, nous tenterons d'aborder la problématique révolutionnaire

des Grecs de Hongrie à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Je n'exposerai que schématiquement des connaissances sur les Grecs de Hongrie, que celles qui peuvent nous aider à comprendre leur position au sein de la société hongroise et nous fournir un cadre de référence. On sait que les commerçants grecs et d'autres habitants de la péninsule des Balkans, sujets de l'Empire Ottoman, qui se rendaient dans les pays de la monarchie habsbourgeoise, suivaient les routes commerciales et la direction du commerce allant des Balkans Ottomans vers l'Europe centrale et vice-versa, favorisés par les traités généraux de Karlowitz (1699) et de Passarowitz (1718) ainsi que par leurs clauses particulières. Ces clauses comportaient maints détails sur les colons et immigrants, grecs ou autres, de Hongrie, facilitant ou limitant les transactions selon l'intérêt financier de la Monarchie, surtout de la Hongrie<sup>1</sup>. Les colons-marchands élaient comme lieu de leur implantation des villes, grandes ou petites, de Hongrie ou de Transylvanie (pour n'en rester qu'à la partie orientale de la Monarchie habsbourgeoise qui nous intéresse tout particulièrement), plus précisément dans les régions: a) de Budapest et, au sud de la ville, entre les fleuves Danube et Tisza, une région cruciale pour le commerce avec l'Empire Ottoman (Kecskémet, Ráckeve, Szekesfehervár, Szeged, sont parmi les principales villes abritant des communautés grecques ou même des colonies orthodoxes en général); b) au nord et au N.O. de Budapest, c'est-à-dire tout au long du Danube et de la région qui s'appelle "genou de Danube" (Donauknie), qui est la principale route commerciale vers l'Autriche, l'Europe centrale et aussi la Moravie (Szentendre, Vác, Komárom, Győr sont parmi ces villes ayant des colonies); c) au N.E. de Budapest, sur la route menant à la Moravie et la Pologne, une région de vignobles produisant et vendant du vin (Gyöngyös, Eger, Miskolc, Tokaj ont des colonies). Les colonies éparses dans le reste de la Hongrie sont situées principalement sur les routes commerciales se trouvant dans le sens nord-sud<sup>2</sup>.

Les recherches dans les archives hongroises, commencées avec les

1. Voir Ödön Füves, *Oi "Ελληνες της Ουγγαρίας* (Les Hellènes de Hongrie), Thessalonique 1965, p. 25-29. Marta Bur, "Handelsgesellschaften-Organisationen der Kaufleute der Balkanländer in Ungarn im 17.- 18. Jh.", *Balkan Studies*, 25 (1984), p. 267-307.

2. Füves, *op. cit.*, p. 23, ainsi que la carte dans ce même ouvrage.

premières recherches de Spyridon Lambros<sup>3</sup> et continuées par Ödön Füves<sup>4</sup> et Marta Bur<sup>5</sup> de même que mes propres mises au point préalables<sup>6</sup> portant sur les recensements de colons orthodoxes et autres de la Hongrie, suffisent pour dégager les premières conclusions sur leur composition si variée, nationale/économique/sociale. C'est seulement après que ces recensements auront été systématiquement étudiés (et on sait trop combien il y a de problèmes dus à des incertitudes et à des lacunes)<sup>7</sup>, que nous pourrions obtenir des réponses à des questions relatives au lieu d'origine, à la composition professionnelle, au caractère permanent, à la durée ou à l'état provisoire de leur installation, au changement du lieu d'installation, aux liaisons commerciales, de famille et autres. Une comparaison avec les recensements globaux de la population hongroise, lorsque ceci est rendu possible par les sources, fournirait une image peut-être quantitative mais aussi qualitative — p.e. sur l'envergure financière — de la participation des Grecs et autres colons balkaniques à la vie des villes et, plus généralement, au développement économique et social de la Hongrie.

En attendant ce jour, nous pouvons prendre appui sur les con-

3. Publié en série dans la revue *Néος Ἑλληνομνήμων*, t. 17-20 (1932-1926) sous le titre: "Ἐρευναι ἐν ταῖς βιβλιοθήκαις καὶ ἀρχείοις Ῥώμης, Βενετίας, Βουδαπέστης καὶ Βιέννης" (Recherches dans les bibliothèques et archives de Rome, Venise, Budapest et Vienne), voir aussi l'étude de S. Lambros, "Σελίδες ἐκ τῆς ἱστορίας τοῦ ἐν Οὐγγαρία καὶ Αὐστρία μακεδονικοῦ Ἑλληνισμοῦ" (Pages de l'histoire de l'Hellénisme macédonien en Hongrie et Autriche), *Néος Ἑλληνομνήμων*, 8 (1911), p. 267-300.

4. Parmi les nombreux ouvrages de Ödön Füves, spécialiste hongrois de l'Hellénisme de Hongrie, je citerai les suivants: "Ἑλληνες... (Les Hellènes), *op. cit.*, de même que: "Stand und Aufgaben der Forschungen zur Geschichte der Griechen in Ungarn", in: Joh. Irmischer - Marika Mineemi (édit.), "Ὁ Ἑλληνισμὸς εἰς τὸ Ἐξωτερικόν (L'Hellénisme à l'étranger), *Über Beziehungen des Griechentums zum Ausland in der neueren Zeit*, Berlin 1968, p. 313-338.

5. Bur, *op. cit.*

6. Dans le cadre du programme d'échanges culturels entre la Grèce et la Hongrie j'eus l'occasion d'étudier, dans les Magyar Országos Levéltár (dorénavant MOL) et Pest Magye Levéltár les matériaux extrêmement riches conservés, relatifs aux recensements des sujets ottomans en Hongrie. J'espère présenter, dans un ouvrage à venir, les résultats d'une recherche plus systématique de ces matériaux.

7. Georges Laïos, "Ἡ Σιάτιστα καὶ οἱ ἐμπορικοὶ οἴκοι Χατζημιχαήλ καὶ Μανούση (17ος-19ος αἰ.) (Siatista et les maisons de commerce Hadjimichail et Manoussi, 17e-19e s.), Thessalonique 1982, p. 43-44.

clusions générales provisoires<sup>8</sup>, qui comptent les Grecs parmi, a) des marchands ambulants, un type dominant au début et au milieu du XVIIIe siècle, b) les établis, c) les simples transporteurs de marchandises; ce métier était le plus répandu jusqu'en 1774<sup>9</sup>. Des antagonismes économiques (de la part des corporations et compagnies), de même que l'affirmation de l'intérêt étatique, obligeaient des colons de plus en plus nombreux, surtout après 1774, de pencher du côté de l'adoption de la nationalité hongroise. Mais il nous faut signaler un phénomène qui nous intéresse avant tout, c'est que les Grecs sollicitaient la nationalité à un rythme plutôt lent, s'intéressant davantage, à ce qu'il semble, à maintenir les liens avec leur patrie. Un grand nombre parmi eux étaient, en théorie ou en puissance, candidats au départ. Ceux qui aspiraient à obtenir la nationalité, voire la possibilité d'un domicile permanent, penchaient, dans la mesure où leur capacité financière leur permettait, vers l'achat de terre et de biens immobiliers et, par la suite, de l'acquisition de titres de noblesse<sup>10</sup>; un phénomène qui s'explique par la situation à part de la noblesse dans le système administratif de la Hongrie. Les Grecs et les autres colons étaient donc une partie permanente ou non de la population des villes de Hongrie, qui rencontrait des difficultés dans son insertion, adaptation et reconnaissance par la société hongroise. Ceux qui, pour un temps qui pouvait varier, choisissaient le séjour provisoire et, donc, la sujétion ottomane, obéissaient à des motifs familiaux et financiers; n'étant pas résolus de créer une famille en Hongrie, ils insistaient sur le statut de l'installation provisoire (s'étendant souvent sur toute une vie), ou bien ils laissaient leur famille en territoire ottoman — l'Épire, la Thessalie, la Macédoine, pour la plupart — et avaient la possibilité, au moins en théorie, de communiquer fréquemment avec leurs lieux d'origine. Aussi étaient-ils moins assimilés par leur milieu ambiant et il est permis de supposer qu'ils servaient ainsi d'intermédiaires pour transmettre des idées à leurs lieux d'origine. On peut se poser la question sur la capacité effective de ces gens d'être

8. Füves, "Ελληνες... (Les Hellènes), *op. cit.*, p. 14-20, Bur, *op. cit.*, voir aussi Gunnar Hering, "Die griechische Handelsgesellschaft in Tokaj. Ihre innere Ordnung und ihre Auflösung 1801", *Südostforschungen*, 46 (1988), p. 79-93.

9. Füves, *op. cit.*, p. 18. Sur le décret, voir aussi MOL, Helytartótanaaci (= Htt) Levéltár, C42, Acta Miscellanea, Fasc. 2, No 8 année 1755 I, f. 229-231v.

10. Ödön Füves, "Die bekanntesten Geadelten Griechen in Ungarn", *Balkan Studies*, 5 (1964), p. 303-308.

récepteurs et émetteurs d'idées qui circulaient alors en Europe; la réponse, aussi bien en ce qui concerne cet espace que plus généralement, est difficile à donner. Les conclusions des recherches menées jusqu'ici sont de peu d'utilité là-dessus, principalement à cause du manque de sources, mais aussi parce que l'étude des problèmes des mentalités et des consciences dans l'histoire grecque est encore à ses débuts. On pourrait néanmoins avancer sans grand risque que tout d'abord cette mobilité, mais encore plus la coexistence et collaboration économique des divers peuples des Balkans en Hongrie, Transylvanie et dans le reste de la diaspora, auraient, consciemment ou non, créé les conditions pour que ceux-ci tentent ou aspirent, tout disparates que pouvaient sembler les buts recherchés, à une collaboration entre eux.

Autre élément d'intérêt pour la recherche historique est la connaissance de la parenté sociale et idéologique entre bourgeois Grecs et Hongrois. L'importance cependant de la réponse à notre problème (si des études avaient existé sur des colonies particulières et des mouvements idéologiques plus généraux) serait également fonction du rôle des bourgeois hongrois dans l'inauguration de chemins nouveaux et de changements.

Il nous semble nécessaire d'esquisser en bref les traits spécifiques du contexte hongrois afin d'expliquer et de faire entrer dans un cadre plus général l'orientation politique des colons grecs; c'est-à-dire, à quel point la résidence en Hongrie influença-t-elle les Grecs dans leur conscience nationale et plus particulièrement révolutionnaire; et, de plus, dans quels milieux peut-on rencontrer des projets ou aspirations révolutionnaristes, leur diffusion, réfraction ou altération.

Les Lumières, le despotisme éclairé<sup>11</sup> et en particulier le Josephisme (Josephinismus)<sup>12</sup>, de pair avec la structure socio-économique des pays

---

11. Sur le Despotisme Eclairé, voir l'ouvrage établi par Karl Otmar von Aretin, *Der Aufgeklärte Absolutismus*. (Neue Wissenschaftliche Bibliothek, Geschichte 67), Köln 1974 et récemment *L'Absolutisme éclairé*, volume publié par B. Köpeczi, A. Soboul, E. H. Balázs, O. Kosáry, Budapest - Paris 1985.

12. Sur le Joséphinisme (Josephinismus) voir Fritz Valjavec, *Der Josephinismus. Zur geistigen Entwicklung Österreichs im 18. und 19. Jahrhundert*, München<sup>2</sup>(1945). Ferdinand Maass, *Der Josephinismus. Quellen zu seiner Geschichte in Österreich 1760-1790. Amtliche Dokumente aus dem Wiener Haus-, Hof- und Staatsarchiv*, II Band. *Entfaltung und Krise des Josephinismus 1770-1790*, Wien 1953.

de la monarchie habsbourgeoise, forment un tableau à part, comparés à la France mais aussi à l'Europe occidentale en général, pendant les années de la Révolution française. Selon la remarque lapidaire de Helmut Reinalter<sup>13</sup> "le XVIIIe siècle avançait en renforçant une bourgeoisie dans les pays d'Occident, ce qui ne fut pas le cas de l'Autriche". Et il poursuit: "Bien que le despotisme éclairé favorisait en général l'avènement des bourgeois, la monarchie habsbourgeoise n'a vu se développer aucune classe économiquement et politiquement puissante, capable de substituer à l'état absolutiste féodal une monarchie constitutionnelle ou même — comme il est arrivé plus tard en France durant la Révolution — une République (Republik)".

Les données chiffrées, cités sous réserve par Kálmán Benda<sup>14</sup> font apparaître comme des régions plutôt industrialisées de l'Autriche celles de Vienne et de l'Autriche Inférieure, et estiment, en 1788, le nombre des citoyens (eigentliche Bürger, Kaufleute, Handwerker, Unternehmer et Intellektuelle) à 6,5% environ de la population. Les données sont semblables pour la Bohême et la Moravie, la situation de la Hongrie étant aussi digne d'attention (surtout lorsqu'on tient compte qu'en France, à la veille de la Révolution la population des villes s'élevait à environ 16%, la bourgeoisie ("Bürgertum") à 12%<sup>15</sup>.

Dans la Hongrie éminemment rurale, les paysans constituaient la plus grande partie de la population et malgré les réformes de 1767 (Urbarium), ainsi que l'abolition formelle de l'esclavage par l'empereur Joseph II en 1785<sup>16</sup>, ils restaient toujours privés de droits politiques.

La situation des bourgeois était, du point de vue légal, social, économique, religieux et national, complexe et dissemblable<sup>17</sup>. "La dénomination de Citoyen, dans le sens large, s'appliquait selon la définition du droit hongrois, à tous les habitants des villes franches royales (König-

13. Helmut Reinalter, *Aufgeklärter Absolutismus und Revolution. Zur Geschichte des Jakobinertums und der frühdemokratischen Bestrebungen in der Habsburger Monarchie*, Wien - Köln - Graz 1980, p. 47, 50.

14. Kálmán Benda, "Probleme des Josephinismus und des Jakobinertums in der Habsburger Monarchie", *Südostforschungen*, 25 (1966), p. 42-45.

15. *Ibid.*, p. 44.

16. Moritz Csáky, *Von der Aufklärung zum Liberalismus. Studien zum Frühliberalismus in Ungarn*, Wien 1981, p. 30.

17. Voir l'analyse concise mais claire dans Csáky, *op. cit.*, p. 24-28, de même que les conclusions de Benda, *op. cit.*, p. 45.

liche Freistädte)<sup>18</sup>. Cependant, à part les quelque 60 villes franches, il existait en Hongrie dans la deuxième moitié du XVIIIe s., de grandes bourgades qui dépendaient d'habitude d'un propriétaire terrien (Grundherrn), auquel elles payaient un tribut annuel (Abgabe), tout en s'administrant elles-mêmes. La multitude des modèles urbains mais aussi le transfert de plusieurs Citoyens à la campagne dû à des raisons économiques, ne nous permettent pas de conférer le nom de Citoyen aux seuls habitants des villes franches royales. Les habitants des villes ne pourraient d'ailleurs pas, dans leur totalité, être rangés indistinctement parmi les Citoyens. On pourrait donc, dans la population totale de la Hongrie à la fin du XVIIIe s., attribuer, sans réserve, le statut de Citoyen, c'est-à-dire non pas uniquement d'habitant des villes, à un chiffre de 5 à 6%<sup>19</sup>.

Parmi les habitants des villes, le groupe le plus important du point de vue administratif, mais moins nombreux, était l'oligarchie urbaine (städtische). Le corps le plus riche et le plus instruit était constitué par des marchands, suivis des artisans. Un troisième groupe, numériquement le plus fort mais pratiquement dénué de droits, regroupait les journaliers (Tagelöhner), au statut semblable à celui des paysans<sup>20</sup>.

Des problèmes d'antagonismes entre villes franches royales et villes dépendant des nobles, des conflits de classe et d'intérêts entre différents groupes d'habitants d'une même ville<sup>21</sup>, des divergences sur la composition ethnique et religieuse de leur population et, enfin, la concentration du pouvoir économique et de l'administration des villes de la monarchie entière entre les mains d'un corps restreint de patriciens, offraient le spectacle, dans la Hongrie de cette fin du XVIIIe s., d'une bourgeoisie affaiblie<sup>22</sup> qui n'était pas, dans son ensemble, prête à susciter ou même accepter des idées et mouvements révolutionnaires.

La classe la plus puissante en Hongrie, du point de vue administratif et économique, était celle des nobles, divisés en deux Etats: celle des Barones Regni c'est-à-dire *Magnaten*, la haute noblesse, et celle des

18. Csáky, *op. cit.*, p. 24.

19. *Ibid.*, p. 26, Benda, en suivant une problématique légèrement divergente, estime ceux-ci à environ 2%, tandis que les nobles à 4,4%.

20. Csáky, p. 26-27.

21. *Ibid.*, p. 27-28.

22. Benda, *op. cit.*, p. 45.

*Nobiles*, c'est-à-dire la noblesse moyenne et basse. Ils représentaient, en 1787, environ 4,6% de la population<sup>23</sup>. Ces nobles, de même que quelques Präläten ou Citoyens des villes franches royales faisaient partie du "populus" de la noblesse, le reste de la population étant une "plebs" dénuée de droits. Les nobles détenaient des privilèges politiques, sociaux et économiques et étaient censés — spécificité hongroise — incarner la "Natio Ungarica"<sup>24</sup>.

La Hongrie, annexée à la monarchie habsbourgeoise à la suite de la bataille de Mohács (1526), et reconnue Royaume Héréditaire (Erbkönigtum)<sup>25</sup> dès 1687, a conservé le type d'administration par les nobles ainsi que les privilèges de la "Natio Ungarica", c'est-à-dire ceux du "populus nobilis". Joseph II, sous l'influence du message des Lumières et du despotisme éclairé aspira à organiser la monarchie habsbourgeoise en Etat centralisé et unifié (Einheitsstaat)<sup>26</sup>; c'est dans ce cadre qu'il a relégué l'"indépendance" du royaume hongrois et transféré (1784) la couronne de St. Etienne dans son Trésor de Vienne<sup>27</sup>. Ces réformes et, à plus forte raison, les tentatives et les desseins de Léopold II visant à des changements dans l'administration<sup>28</sup>, avaient soulevé une réaction de la part des nobles qui prenait la forme d'une réaction nationale en Hongrie, même en restant limitée à une fraction restreinte de la population. Si l'on tient compte que c'est du milieu de la noblesse, avant tout moyenne et basse, qui détenait le pouvoir économique en

23. Csáky, *op. cit.*, p. 19.

24. *Ibid.*, p. 20. Sur l'évolution du sens du terme de "Natio" en Hongrie, à travers aussi l'influence des idées nationalistes, voir Csáky, *op. cit.*, p. 57 sq., tout particulièrement p. 72 sq., également Hugh Seton Watson, *Nations and States. An Enquiry into the Origins of Nations and the Politics of Nationalism*, London 1977, p. 8, 157-159.

25. Csáky, *op. cit.*, p. 63-64.

26. C'est dans un tel cadre que l'on doit examiner la loi de 1784 sur la reconnaissance de l'allemand en tant que langue officielle, une loi qui ne provoqua que bien tardivement des réactions nationalistes chez les Hongrois, avant été initialement tenue pour une démarche "éclairée", voir à ce sujet Denis Silagi, *Jakobiner in der Habsburger Monarchie. Ein Beitrag zur Geschichte des Aufgeklärten Absolutismus in Österreich*. (Wiener Historische Studien, VI), Wien-München 1962, p. 58-64.

27. *Ibid.*, p. 55.

28. *Ibid.*, p. 87.

obstruant davantage le développement de la bourgeoisie<sup>29</sup>, que sont issus les représentants des intellectuels, on comprend mieux le sens de cette réaction<sup>30</sup>.

Le rétablissement de la noblesse après le Landtag de 1790/1791 n'a pas ramené tout à fait la paix en Hongrie. Déjà, les idées de la Révolution française étaient diffusées dans la monarchie habsbourgeoise<sup>31</sup> et ceci de manière beaucoup plus insistante après le déclenchement des guerres contre la France où l'Autriche était protagoniste dès 1792. La mort de Léopold II et l'avènement de François II, qui allait devenir un instrument docile de ses conseillers conservateurs, marquèrent la fin de la période des Lumières dans l'administration et furent cause de confusion idéologique et d'un besoin d'orientations nouvelles. La police secrète fut réorganisée selon des critères rigoureux (1793/1794)<sup>32</sup>, et reçut comme mission de poursuivre les agents français qui parcouraient déjà les pays de la monarchie<sup>33</sup>, de censurer toutes sortes de publications, d'espionner les mouvements d'individus et de groupes soupçonnés d'agitation.

Les sociétés secrètes constituèrent la cible préférée de la police secrète et de son organisateur principal von Pergen<sup>34</sup>. Les loges maçonniques, qui, en monarchie habsbourgeoise surtout et aux temps des Lumières, comptaient parmi leurs membres des membres de la Cour et de l'Administration, de même que des intellectuels, nobles et bourgeois, en quête de "reconnaissance" sociale<sup>35</sup>, éprouaient désormais

---

29. Csáky, *op. cit.*, p. 62.

30. Suivre l'argumentation et les déductions très intéressantes développées par Moritz Csáky dans son livre (p. 57 sq.), concernant la "constitution" (Verfassung) de Hongrie ainsi que les réformes de celle-ci.

31. Reinalter, *Aufgeklärter Absolutismus und Revolution*, p. 163 sq.

32. *Ibid.*, p. 13-133, 158 sq.

33. Silagi, *op. cit.*, p. 161.

34. Reinalter, *op. cit.*, p. 176.

35. Voir la thèse intéressante de Reinhart Koselleck, *Kritik und Krise. Eine Studie zur Pathogenese der bürgerlichen Welt*, Freiburg-München<sup>3</sup>(1979), p. 53, 41-104. Sur le XVIIIe s. en tant que siècle des sociétés, voir Ulrich Imhof, *Das gesellige Jahrhundert. Gesellschaft und Gesellschaften im Zeitalter der Aufklärung*, München 1982. Sur les Lumières, la Franc-maçonnerie et le Jacobinisme dans la Monarchie habsbourgeoise, voir l'ouvrage de Helmut Reinalter, "Auklärung, Freimaurerei und Jakobinertum in der Habsburger Monarchie", in: *Jakobiner in Mitteleuropa*, ouvrage établi par H. Reinalter, Innsbruck 1977, p. 243-269, compr. une bibliographie.

une pression des plus directe. Bien qu'elles ne furent pas légalement interdites, l'interdiction des réunions secrètes, la surveillance des lieux publics et les restrictions posées aux discussions politiques créaient néanmoins un climat de plus en plus étouffant. L'écart creusé avec l'esprit des Lumières décevait surtout un milieu précis d'intellectuels, en Autriche aussi bien qu'en Hongrie. C'est ainsi que, selon l'observation de Kálmán Benda, spécialiste des jacobins hongrois, "certains Josephinistes se transformèrent en Jacobins"<sup>36</sup>.

Les mécontents, anciens "partisans" des Lumières et plus particulièrement du Josephinisme, commencèrent à se réunir entre eux et fonder, dans les grandes villes, des cercles de lecture et des clubs<sup>37</sup>. Peu à peu, ces groupes ont été renforcés idéologiquement dans la mesure dans laquelle s'imposait la Révolution française et, de plus, par les victoires françaises sur les champs de bataille; ils aboutirent à un certain type d'organisation, tandis que l'état policier se resserrait.

Un groupe d'intellectuels autour d'Andreas von Riedel, Franz von Helenstreit et autres en Autriche, et un autre autour de Joseph (Jozsef) v. Hajnoczy, Karl (Károly) Koppi et autres en Hongrie, étaient liés par la conspiration d'orientation jacobine; ils rêvaient de réformes sociales, bien que leur tactique et aspirations ne parviennent pas à nous convaincre qu'ils s'alignent sur leurs modèles parisiens<sup>38</sup>. Ils furent actifs surtout en 1793-1794. Le groupe des Jacobins hongrois connu, en 1794, l'adhésion de l'ancien professeur à l'Université de Lemberg, ancien informateur de l'empereur Léopold II et, sous certains aspects, collaborateur de la police durant la première administration de François II, le renommé abbé Ignaz (Ignác) v. Martinovics; sa contribution à la création des deux sociétés secrètes fut décisive. Les deux Catéchismes qu'il a rédigés parlent aussi de remplacer la monarchie

36. Benda, *Probleme*, *op. cit.*, p. 54-68 sq. K. Benda a étudié et édité, dans les archives de Hongrie, la masse principale des documents concernant le complot jacobin de l'abbé Martinovics. Kálmán Benda, *A magyar Jakobinus Mozgalom Iratai* (Documents sur le complot hongrois des Jacobins), Budapest, I-III, 1952-1957.

37. Benda, *Probleme*, *op. cit.*, p. 55. Sur les sociétés et clubs de lecture voir Imhof, *op. cit.*, p. 105 et 123 sq. Egalement Marlies Prüsener, "Lesegesellschaften im 18. Jahrhundert. Ein Beitrag zur Lesegeschichte", *Archiv für Geschichte des Buchwesens*, XIII 1-2, (Frankfurt a. M. 1972), p. 365-394.

38. Reinalter, *Aufgeklärter Absolutismus und Revolution*, p. 13 sq., ainsi que p. 469 sq.

par une République<sup>39</sup>. Mais il semblerait, à l'encontre des premières conclusions auxquelles avait abouti la recherche d'après-guerre en Hongrie<sup>40</sup>, que les proportions prises par la conspiration, en nombre d'initiés ou de sympathisants n'étaient pas considérables. Le nombre d'initiés, au moins ceux que la police a pu identifier, ne dépassait pas 75 environ en Hongrie, ce qui n'était pas énorme; leurs membres étaient des nobles moyens et surtout inférieurs, des hauts fonctionnaires et la jeunesse universitaire<sup>41</sup>. Ces dimensions acquièrent, particulièrement en Hongrie, un caractère éminemment national<sup>42</sup>; une conscience politique particulière commençait à se former, visant l'autonomie et allant au-delà des revendications des seuls nobles.

La conspiration fut maîtrisée en peu de temps et, après les procès de 1794/1795, les condamnations et les mises à mort (surtout en Hongrie, où la peine de mort était en vigueur) des meneurs un étai asphyxiant d'interdictions, de contrôles et de surveillance s'étendit, qui étouffa dès le début tout acte révolutionnaire concret. Il semble que les agents français aient poursuivi leur tâche, qui allait peu après reprendre de l'allant en Hongrie grâce aux projets de guerre de Napoléon<sup>43</sup>; c'est en Hongrie d'ailleurs que le complot jacobin et son issue préparaient la voie à "la libéralisation [...] surtout dans le milieu de la noblesse moyenne et d'une fraction de bourgeois progressistes"; des pamphlets, des tracts inspirés de la Révolution française continuèrent d'être diffusés, dans le plus grand secret et avec toutes les précautions, dans les villes<sup>44</sup>.

Quelle fut la part prise par les Grecs dans ces mouvements? Témoignage jusqu'ici unique, la déposition du jacobin Lászlo Erdélyi qui, arrêté, avait déclaré au commissaire-instructeur que les statuts de la société

---

39. Benda, *Probleme*, p. 68.

40. Parmi la bibliographie abondante, mais pas encore exhaustive, sur ce sujet, je cite ici, à part les travaux de Benda et de Silagi, l'ouvrage *Jakobiner in Mitteleuropa* (*op. cit.*, note 35).

41. Silagi, *op. cit.*, p. 183-185.

42. Benda, *Probleme*, p. 56, voir aussi Eva Balázs, "Zur Frage des ungarischen Nationalismus in der Habsburger Monarchie", *Österreich in Geschichte und Literatur*, 3 (1971), p. 134-146.

43. Csáky, *op. cit.*, p. 131 sq.

44. *Ibid.*, p. 119 sq.

secrète lui avaient été délivrés par un étudiant du Droit nommé Angelakis (le fils de Angelakis Lascaris?)<sup>45</sup>. Cette déposition s'avéra pleine de contradictions et ne permet pas de tirer de conclusions sur une participation large de Grecs dans les organisations secrètes jacobines, lesquelles, d'ailleurs, n'ont pas eu le temps de s'élargir. Nonobstant ceci, nous pouvons supposer qu'au moins certains parmi les colons s'étaient frottés ou même initiés aux courants novateurs, fréquentant les cafés et, pourquoi pas, les clubs de lecture de la Hongrie et surtout de Budapest<sup>46</sup>. Parmi eux, ceux qui étaient étudiants avaient l'occasion d'entrer en contact avec les idées nouvelles à travers les milieux d'étudiants de l'Université<sup>47</sup>.

Ils devaient, au sein de ces compagnies, avoir la possibilité, en plus du contact avec les idées sociales nouvelles et révolutionnaires, d'être aussi sensibilisés par le particularisme national que les idéologues hongrois conféraient à leurs gestes. Les termes de Liberté-Egalité-Fraternité assumaient à leurs yeux un sens non seulement social mais aussi national, puisque, à travers la libération de leurs patries du joug Ottoman, la fraternité et l'égalité d'organisation auraient régné, conformément au rêve que Rigas allait bientôt formuler. Et la police? Les mots de République, Proclamation (Proklamation), Catéchisme (Katechismus) et ainsi de suite, suffisaient à susciter la suspicion sur de nouveaux complots jacobins en gestation, et offraient un prétexte pour une surveillance policière plus serrée.

45. Ödön Füves, "The Philike Hetairia of Rhigas and the Greeks of Pest", *Balkan Studies*, 12<sub>1</sub> (1971), p. 119.

46. Dans le Seidlichen Kaffeehaus de Vienne, en 1797, Rigas Veletinlis avait remis à Jean Emmanuel trois exemplaires de sa Proclamation (Sp. Lambros - E. Legrand, "Ἀνέκδοτα ἔγγραφα περὶ Ρήγα Βελεστινλή, ἐξαχθέντα καὶ δημοσιευθέντα ὑπὸ Αἰμ. Λεγράνδ, μετὰ μεταφράσεως ἑλληνικῆς ὑπὸ Σπυρίδωνος Λάμπρου" (Documents inédits concernant Rigas Veletinlis, réunis et publiés par Emile Legrand, accompagnés de la traduction en grec de Spyridon Lambros), *Δελτίον Ἱστορικῆς καὶ Ἐθνολογικῆς Ἐταιρείας*, 3 (1889-1891), p. 684/685. Tourountzias, le collaborateur de Rigas, parlait de cette même Proclamation dans un café de Pest; c'est dans un café de la capitale hongroise que Toullios, partisan de Rigas, rencontra Néophytos Zarvos (voir infra note 64 et p. 102). Ils se rencontraient donc dans les cafés non seulement pour leurs affaires de commerce, mais aussi parce que ces cafés étaient des lieux d'"initiation" aux idées modernes.

47. Sur l'écho qu'a eu la Révolution française dans l'Université de Pest en particulier, voir Kálmán Benda, "Die ungarischen Jakobiner", in: *Jakobiner in Mitteleuropa*, op. cit., 388.

Mais considérons les choses de plus près. En fouillant récemment les archives d'Etat de Budapest, je fus amenée à certaines observations sur l'extension du mouvement de Rigas, l'orientation géographique prise par l'instruction de l'affaire, les nouvelles dimensions des projets révolutionnaires qui se révélaient au grand jour et la réfraction qu'ils subissaient en pénétrant divers milieux. La question reste toutefois toujours ouverte à la recherche.

L'étude du mouvement de Rigas Velesinlis a, jusqu'ici, été très féconde. La découverte des traces de ses liens secrets avec les Grecs de Pest et de Hongrie en général était prise en charge, avec un zèle tout spécial, par le procureur (Staatsanwalt/Causarium Regalium Director) Johann Németh von Myék, qui avait été le procureur royal (Königlicher Anklagevertreter)<sup>48</sup> de "nature sanguinaire" (blutigierigen Natur) au procès des conspirateurs jacobins hongrois de 1794/1795. Il suivait les ordres du Palatin (régent) de la Hongrie, le Grand Duc Joseph, frère de l'empereur François II<sup>49</sup>, tout en se servant de son expérience "précieuse" acquise lors de la poursuite des conspirations jacobines et dans la surveillance de discussions dans des cafés, des clubs de lecture etc. Cette même expérience l'avait à tel point rendu "sensible", que lui-même comme également d'autres agents de police, soupçonnaient et qualifiaient de Jacobin le moindre document profrançais ou révolutionnaire, en y entrevoyant des dangers analogues à ceux du cas Martinovics<sup>50</sup>. Le danger, d'ailleurs, guettait: "Si les Grecs sous quelque souverain que ce soit, parvenaient à l'autonomie et à constituer une République, il faut nous attendre à ce que, chez les Grecs d'Autriche aussi, naissent de pareils désirs" confessait le ministre de la Police von

48. Benda, *Die Jakobiner*, p. 398.

49. MOL, A kiralyi Jogügyi gazgatósági levéltár, E 708. A jakobinusok elleni vizsgálat iratai 1794-1795 (documents provenant des Haus-, Hof- und Staatsarchiv de Vienne, Kabinetsarchiv, Vertrauliche Akten, et transportés à Budapest), (dorénavant: MOL, E 708), 5 doboz, Fasc. 55, ad B. No 91, f. 241, Joseph Palatin, Buda 19 janv. 1798 à Johanni Németh de Myék, S. C. et R. A. Majestatis ad Cameram, R. H. Aulicam Consiliario, Causarum Regalium Directori, nec non Sacrae Regni Hungariae Coronae Fiscali à Pest.

50. Au cours de l'instruction en 1798 de l'affaire concernant Rigas Velesinlis, les autorités policières tant de l'Autriche que de la Hongrie procédaient souvent à des parallélismes avec celle de Martinovics (cf. C. Amantos, *Ἀνέκδοτα ἔγγραφα περὶ Πήργα Βελεσινλίη* (Documents inédits sur Rigas Velesinlis), Athènes 1930, p. 10/11, 102-103.

Pergen, s'adressant le 28 Décembre 1797<sup>51</sup> à François II.

Le souci des gouvernants était la sauvegarde du pouvoir, en l'occurrence celui monarchiste; des précautions devaient être prises, même si, dans une première phase, l'ordre devrait être troublé dans l'Empire Ottoman. L'intérêt de la monarchie habsbourgeoise commandait de maintenir la paix à sa frontière sud pendant la période critique des guerres contre Bonaparte. La région de la Hongrie était particulièrement sensible, les tentatives d'indépendance n'étant pas totalement apaisées; ajoutons à ceci des desseins tramés à l'étranger, surtout en France, pour créer un état hongrois indépendant (1796)<sup>52</sup>.

Au cours de la première quinzaine de 1798<sup>53</sup>, les supporters de Rigas Velestinlis, Théocharis Tourountzias, 22 ans, commerçant de Siatista et Ioannis Karatzas, 31 ans, érudit Chypriote, gardien de l'église grecque de Pest, étaient détenus et allaient bientôt être transférés dans la capitale autrichienne (ils étaient là dès le 24 janvier)<sup>54</sup>, afin d' "éclairer" l'instruction menée par la police et, finalement, être mis à mort en compagnie de Rigas, en tant que sujets ottomans (juin 1798). Ils avaient été arrêtés pour avoir en leur possession et diffusé, soit en distribuant eux-mêmes, soit en envoyant à leurs co-nationaux, les documents révolutionnaires, avant tout la Proclamation (Proklamation)<sup>55</sup> de Rigas. Tourountzias avoua d'ailleurs qu'il avait lui-même reçu la Proclamation de la main de Rigas à Pest, en octobre 1797, et avait pris soin d'en faire part à son frère Georges Tourountzias, commerçant à Semlin (Zemun) auquel il avait adressé déjà une quantité considérable du matériel imprimé de Rigas (cartes, images d'Alexandre le Grand etc.)<sup>56</sup>. La place en quelque sorte prépondérante de Tourountzias est démontrée aussi par la constance de ses aveux durant l'instruction, faisant preuve d'une tenacité qui a fait défaut aussi bien à Jean

51. Amantos, *op. cit.*, p. 26/27.

52. Csáky, *op. cit.*, p. 134, voir le plan français de 1796 d'une insurrection polono-hongroise.

53. Amantos, *op. cit.*, p. 100-107.

54. *Ibid.*, p. 115, n. doc. 37, p. 117, n. 38.

55. L. I. Vranoussis, *Ρήγας* (Rigas), Athènes 1953, p. 94 sq. et ailleurs.

56. Lambros-Legrand, " 'Ανέκδοτα έγγραφα" (Documents inédits), *op. cit.*, p. 695-697, 771. Sur Théocharis Tourountzias voir Laïos, *Σιάτιστα* (Siatista), *op. cit.*, p. 96.

Karatzas<sup>57</sup> que, à plus forte raison, au jeune Constantin Toullios (18 ans).

Les autorités hongroises eurent connaissance des mouvements de ce dernier le jour où Tourountzias et Karatzas arrivaient à Vienne escortés par le lieutenant v. Csorkáy<sup>58</sup>. Le 26 janvier 1798 Németh<sup>59</sup> faisait savoir au Palatin qu'il avait arrêté et qu'il interrogeait lui-même Constantin Toullios, après une dénonciation reçue le 25 janvier de la part de Mathias Fischer, ex-juif converti. Voici l'affaire en détail: le 24 janvier 1798, vers 7 h. du soir, Constantin Toullios, 18 ans, fils d'un marchand de pipes de Pest<sup>60</sup>, se rendit chez Mathias Fischer dans la Vorstadt de Pest et y livra aux flammes, dans la cuisine et en présence de Fischer, deux exemplaires de la Proclamation (Proklamation) rédigée en grec. A la question du même Fischer concernant le contenu des textes, celui-ci reçut comme réponse qu'il s'agissait de livres jacobins<sup>61</sup>. Cette affirmation suscita l'intérêt de Fischer qui a crû bon, le lendemain, de rapporter ce fait au Commissaire de ville (Stadthauptmann) de Pest.

57. Pour plus de détails voir Lambros-Legrand, *op. cit.*, p. 697-699. Sur Karatzas voir G. Laios, "Οἱ ἀδελφοὶ Μαρκίδες Πούλιου, ὁ Γεώργιος Θεοχάρης καὶ ἄλλοι σύντροφοὶ τοῦ Ρήγα. Ἀνέκδοτα ἔγγραφα ἀπὸ τὰ Ἀρχεῖα τῆς Βιέννης (Les frères Markidès Pouliou, Georges Théocharis et autres camarades de Rigas, documents inédits des Archives de Vienne), *ΔΙΕΕ*, 12 (1957), p. 214; Ödön Füves, "Joannes Karatzas als Küster der griechischen Kirchengemeinde zu Pest im Jahre 1791", *Ὁ Ἐραμιστής*, 5 (1967), p. 201-204; Edith Malyusz, "Die Freiheitsbewegung der Balkanvölker und die öffentliche Meinung un Ungarn", *Etudes Balkaniques*, 1979<sup>2</sup>, p. 142-144. J'envisage de publier une brève étude sur la bibliothèque de I. Karatzas.

58. MOL, E 708, *op. cit.*, f. 245, 25 janv. 1798, doc. de la Police de Vienne.

59. MOL, *op. cit.*, ff. 233-234. Le rapport ne porte pas de signature, mais on déduit, à partir du plan de ce document (ff. 239-240), ainsi que d'un texte latin au contenu analogue, du 25 janv. 1798 (f. 235<sup>v</sup>), qu'il a été rédigé par v. Németh.

60. Il s'agissait de Démétrios Toullios, marchand de Pest (Amantos, *op. cit.*, p. 167). Il appartenait à une famille de marchands de Siatista que l'on rencontre tout d'abord à Kecskemét (Démétrios Toullios, 1754, Constantin, 34 ans, et Paul Toullios, 48 ans, en 1776; Sp. Lambros, "Ἐρευναι ἐν ταῖς βιβλιοθήκαις" (Recherches dans les bibliothèques), *Νέος Ἑλληνομνήμων*, 18 (1924), p. 276-277; Ödön Füves, "Ἀπογραφὰς τῶν Ἑλλήνων παροίκων τοῦ νομοῦ τῆς Πέστης" (Recensements des colons grecs de la préfecture de Pest), *Μακεδονικά*, 5 (1961), p. 225, 226. Laios, *Σιάτιστα*, *op. cit.*, p. 56-58). On ne sait pas si Démétrios Toullios de Pest, le père de Constantin, dont il est question, était le même que celui de Kecskemét. Il y a dans MOL, Htt, C64, Departamentum Commerciale, 1785, n° 104 et surtout n° 203, une preuve de matériau d'archives concernant des affaires de D. Toullios, en 1785 (Pest).

61. MOL, E 708, f. 233<sup>r</sup>.

Les sources ne précisent pas si Fischer était un agent de la police ou s'il a agi par lâcheté, en craignant des ennuis<sup>62</sup>. Toullios, interrogé par Németh en personne, prétendit que se trouvant au café de Kemnitzer<sup>63</sup>, situé au "Pons Navalis", un Grec qu'il ne connaissait pas<sup>64</sup> lui dit que Karatzas et Tourountzias avaient été conduits à Vienne et l'avertit de faire disparaître les livres jacobins qu'il avait en sa possession. Peu après Toullios, étant passé chez lui, prit ses deux exemplaires ('verführerische': trompeurs, d'après le jargon de l'instruction) et se rendit chez le Juif où il les brûla. D'après ce qu'il avança, il avait reçu ces documents de Jean Karatzas, avec la recommandation d'en faire part (mitzuthetilen) à d'autres aussi, ce qu'il n'avait cependant pas fait. Le fait qu'il n'a pas détruit ces documents chez lui trahit son peu de confiance envers sa famille, mais aussi son acte même dénote une certaine lâcheté; c'est l'impression que l'on tire de ses contradictions lors de son interrogatoire qui a suivi son transfert à Vienne<sup>65</sup>. Quel que fut son comportement à la fin, le jeune Toullios fut, avec les autres Grecs connus (Rizos Dormoussis<sup>66</sup>, Jean Tsoukas<sup>67</sup>) ou anonymes de Buda-

62. L'origine juive de l'informateur ne devrait pas retenir notre attention, surtout si nous tenons compte que les Juifs tenaient en Hongrie le rôle "de médiateurs d'idées politiques et d'opinions réformatrices occidentales" (Csáky, *op. cit.*, p. 129).

63. János Kemnitzer construisit, en 1790, un bâtiment de 3 étages avoisinant l'actuelle Déak tér, près du Vigado, et ouvrit un café au rez-de-chaussée qui devint rapidement très connu auprès des Européens, ainsi qu'une des curiosités de la vieille ville de Budapest. Voir Imre Gundel - Judit Harmath, *A vendéglátás emlékei* (Les monuments - restaurants), Budapest 1979, p. 71. Je tiens à remercier vivement le professeur Moritz Csáky, de l'université de Graz, pour cette indication.

64. Il allait plus tard révéler, lors de son plaidoyer à Vienne, qu'il s'appelait Néophytos Zervos (Amantos, *op. cit.*, p. 166/167).

65. *Ibid.*, p. 168/169; cf. aussi Lambros - Legrand, *op. cit.*, p. 686/687.

66. Sur les confidents de Rigas: Alexandre et Christoforos, fils de Rizos Do(u)rmoussis voir Vranoussis, *Ρήγας* (Rigas), p. 83, 86. Egalement MOL, E 708, f. 234, sur les rapports entre Tourountzias et Rizos Dourmoussis, lequel, selon Németh, pourrait être chargé de la diffusion ultérieure de la proclamation. Les noms des deux frères se retrouvent parmi les 40 Valaques, membres de la communauté gréco-valaque de Pest, en 1821, S. Lambros, "Ἐρευναι..." (Recherches...), *Νέος Ἑλληνορωμῆμων*, 18 (1924), p. 286-288. Des épigrammes funéraires concernant les Dourmoussis originaires de Budapest ont été publiées par Piroska Prosser, *Görögök Sírfeliratai magyar temetőken*/Epigrammes funéraires des Grecs dans des cimetières hongrois, publiées par P. P., Budapest 1942, p. 19-21.

67. Vranoussis, *Ρήγας* (Rigas), p. 86.

pest, un parmi les initiés plus ou moins enthousiastes aux projets de libération de la Grèce, chantant le "Thourios" et les autres chants de Rigas chez eux mais aussi dans les cafés. Ceci suffisait pour qu'il soit traité de "Staatsverbrecher" et envoyé à Vienne sous escorte militaire<sup>68</sup>.

Zarvos<sup>69</sup>, qui avait cherché à protéger Toullios, qualifia ces livres de Jacobins, ce qu'avait fait aussi le même Toullios parlant à Fischer. Ce titre de "jacobin" attribué à la Proclamation témoigne-t-il de pareilles tendances chez les supporters de Rigas? Bien sûr, le modèle de Constitution contenu dans le document avait emprunté des dispositions fondamentales à la Constitution de la Révolution française de 1793; il recelait par conséquent une bonne partie des orientations contenues dans les proclamations jacobines; il est, pour l'essentiel, fidèle aux principes républicains, mais assorti de variantes adaptées à "la nation grecque"<sup>70</sup>.

Cependant, les documents des autorités hongroises ne mentionnent pas le nom de Rigas; elles s'intéressaient avant tout à la Proclamation. Selon un rapport du Palatin (19 janvier 1798)<sup>71</sup>, Karatzas avait montré au censeur des livres illyriens de Bude, Ragazzi, un exemplaire de la Proclamation, croyant à tort que celui-ci était imprimé à Venise en 1798, et demanda un permis de réimpression. Lors de son interrogation à Vienne, il déclarait qu'il avait mis la proclamation, reçue de Tourountzias, entre les mains du censeur Petrović, afin que ce dernier procède à une dénonciation auprès des autorités<sup>72</sup>. Quelle est la vraie

68. MOL, E 708, *op. cit.*, f. 232, 5 févr. 1798, la police de Pest à la police de Vienne.

69. MOL, f. 233v.

70. Arist. Manassis, "L'activité et les projets politiques d'un patriote grec dans les Balkans vers la fin du XVIIIe siècle", *Balkan Studies*, 3 (1962), p. 99. Voir aussi A. Daskalakis, *Tò πολιτευμα τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας τοῦ Ρήγα Βελεστινλή, μετὰ τοῦ κειμένου τοῦ πολιτεύματος καὶ τῶν ἀντιστοίχων τῆς Γαλλικῆς Ἐπαναστάσεως* (La constitution de la République Hellénique de Rigas Velestinlis suivie du texte de la constitution et des textes correspondants de la Révolution française), Athènes 1962, en particulier p. 34 sq.

71. MOL, E 708, f. 241, le Palatin 19 janv. 1798 à Németh; f. 247, Németh, 24 janv. 1798.

72. Lambros - Legrand, *op. cit.*, p. 696-699. Il refusa avec insistance la validité de la première version. Sur Georg Petrović, des renseignements existent selon lesquels il était en 1818 directeur des Nationalschulen à Budapest; on le retrouve en 1826 comme Advokat et censeur de livres voir *A Budai egyetemi, nyomda román*

version? Si la première est correcte, sommes-nous en droit d'admettre que Karatzas, enthousiaste ou naïf, croyait qu'il pouvait faire confiance à Ragazzi, et ceci car la Proclamation, à part le "système de la Révolution française", appelait aussi les peuples des Balkans à l'insurrection contre les Ottomans dans le but de leur libération, et s'attendait-il, peut-être, à rendre Ragazzi sensible là-dessus et obtenir une permission de réimpression? S'agit-il donc, en la personne de Karatzas, d'une forme différente de manifestation de confiance et en même temps d'une perspective de collaboration, comme nous allons le voir bientôt dans le cas de ce grec de Komárom? Ou est-ce la deuxième version qui serait la bonne, qui cependant pourrait tout simplement témoigner de ses efforts de ne pas aggraver sa position? En tout cas, son geste ne lui épargna pas la condamnation à mort, tout en offrant l'occasion à la police hongroise d'étendre ses investigations parmi les milieux grecs de Budapest et du pays entier.

Le 24 janvier 1798, Németh, suivant les instructions du Palatin (19 janvier)<sup>73</sup> informait de l'existence de la Proclamation les administrateurs des comités (megye)<sup>74</sup> a) de Borsod (Jozeph Kussin, à Miskolc) en Hongrie du N.E., b) de Komárom (Joseph Eröss, dans la ville de Komárom) en Hongrie du N.O. et c) de Bács (au contrôleur des recettes publiques Adalberto Marcovics dans les villes de Zombor et Maria Theresiapolis (actuell. Subotica) en Hongrie du Sud. Ils étaient sommés d'essayer de se renseigner, dans le plus grand secret, si la Proclamation en question imprimée par des Grecs en langue grecque moderne était diffusée dans la région de leur juridiction. Seraient-ils les seuls administrateurs à être informés? Pour le moment, nous ne possédons que ces informations. Pourquoi ces régions précises furent-elles choisies? La police avait-elle ses raisons, en rapport avec des renseignements concernant des mouvements suspects dans cette région, ou bien ne souhaitait-elle que s'adresser en premier lieu au centre où résidaient

---

*kiadványainak dokumentumai 1780-1848.* Veress Endre, éd. établie à Budapest 1982, sur Petrović, passim, sur 1805 sq. Je tiens à remercier le Dr. Max Demeter Peyfuss pour cette indication. Je n'ai pu avoir aucun renseignement sur le censeur Ragazzi.

73. MOL, E 708, f. 241, 247v.

74. Les Comités sont en Hongrie de vastes districts s'administrant en partie eux-mêmes et ayant des attributions spécifiques. Voir en bref Csáky, *op. cit.*, p. 49-52, où est souligné leur rôle dans la propagation des idées nouvelles, voir en partie p. 123.

(Miscolc)<sup>75</sup> de nombreux Grecs et autres coreligionnaires, colons des Balkans, ou bien, encore, là où résidaient et passaient des Grecs? Les villes de Komárom<sup>76</sup> et de Zombor<sup>77</sup> étaient aussi des villes fortifiées. Zombor, aux bords du Danube, se trouvait sur un des chemins menant à Semlin, où l'instruction avait démontré que Tourountzias et ses amis avaient tenté de diffuser la Proclamation et où un certain enthousiasme existait sur des projets révolutionnaires de libération.

Les sources des archives ne révèlent, pour le moment, que la réponse de Joseph Eröss de Komárom (10 février 1798)<sup>78</sup>. Bien que l'enquête qu'il avait menée n'avait repéré aucun exemplaire de la Proclamation de ceux qui apparemment circulaient, il avait néanmoins une autre chose importante à communiquer: il y avait à Komárom un commerçant très connu qui fait des affaires même avec des royaumes étrangers (*in estera Regna usque penetrantem*), et ce avec la sagacité orientale, un Grec insigne et intelligent (*versatus*), jouissant d'une estime particulière de la part de ses compatriotes; il a émigré depuis des années du territoire ottoman; il s'appelle Jean Hadji Smolenits (Joannes Hatsij Smolenits). Il a même reçu la dignité de chevalier (*Ordine Germanico*) par l'empereur Léopold II.

Smolenitz, avec un sens de devoir et de foi envers la dignité dont il a été revêtu par la volonté royale, mais aussi dans un esprit de compassion envers ces hommes de la même religion et nation que lui (*suae religionis et nationis*), qui souffrent sous le joug turc, a répondu à une invitation d'Eröss en déclarant: que les Grecs de Trieste, de Vienne et d'autres lieux, en tant que sujets de la Porte et en tant que Grecs, ressentent une inquiétude amère vu qu'aucun genre humain n'a jamais subi une aussi longue tyrannie, telle que ces mêmes Grecs subissent

---

75. Sur les orthodoxes de Miscolc parcourir Bur, *op. cit.*, p. 278-280. Le matériel très riche des archives de Miscolc sur les membres orthodoxes des colonies attend ceux qui l'étudieront.

76. Sur Komárom voir infra note 79.

77. Z/Sombor était une ville fortifiée de la région des Frontières Militaires proche du Franz Kanal à proximité du Danube, en Hongrie du Sud, aujourd'hui serbe, au nord de Novi Sad (*Neoplatensis*); il dépendait du Comité de Bács et avait une église orthodoxe. Ville franche depuis 1747. Voir *Brockhaus Enzyklopädie*, II, Wiesbaden, 1967, p. 360, art. Batschka (Bács). Egalement *Révai Nagy Lexikona, az ismeretek enciklopédiája, XIX kötet*, Budapest 1926, p. 600-700, art. Zombor. C'était une étape de passage des sujets Ottomans vers la Hongrie.

78. MOL, E 708, f. 243-244v.

de la part des Turcs; ces Grecs qui, de plus, ont civilisé maints barbares, les amenant, avec le temps et par leur mansuétude, à l'humanisme. Mais voici que, à présent transparait un espoir pour qu'ils s'affranchissent du joug turc. Un plan a été élaboré (*Elaboratus esse planum*), selon lequel le Turc sera chassé de l'Europe et d'une partie de l'Asie Mineure, et une nouvelle *Respublica Greca* sera fondée.

Ce plan consistait en ceci: Les armes saisies à Venise (sous-entendu par les Français) sont transportées à Corfou, d'où elles seront distribuées aux Maniotes, aux Epirotes ainsi qu'aux habitants des autres régions voisines. Ceux-ci de concert avec Ali-Pacha, se soulèveront tout d'un coup en donnant le signal de la Révolution. Dès que la première bataille contre les Turcs sera livrée, c'est le Peloponnèse qui, le plus rapidement possible, viendra au secours, secouera le joug et brandira les armes alliées, afin que la Révolution ne soit pas matée à partir de l'endroit où cette péninsule est rattachée au continent. Les îles de Chypre et de Crète sont destinées à servir d'appoint aux Français (*pro adjutorio*), de même que pour faire avancer et parachever le plan. En Serbie, le pacha insurgé agira, d'après le plan, de sorte que la Cour turque soit divisée. La réaction du pacha de Skoutari sera observée; l'assentiment du pacha de la Bosnie est, jusqu'à ce moment, incertain. La Serbie, la Bulgarie, la Bosnie, l'Albanie et la Macédoine se tiennent prêtes à saisir les armes dans des délais successifs conformément au plan, tandis que la Grèce, craignant les Turcs, dont l'armée de Thrace est immense, restera entretemps neutre. A l'approche des forces des provinces susmentionnées, la Grèce se soulèvera à son tour. Il est enfin décidé que la Grèce sera proclamée *Respublica*; les alliés, se servant des armes du nouvel Etat (*Armis Republicanis*) attaqueront la Thrace par la terre et par la mer.

Interrogé par Eröss sur l'attitude de la Russie dans pareil cas, Smolenitz répondit qu'il pensait que la Cour Russe éprouverait de l'intérêt. Eröss objectant que l'opération préparée serait contraire aux intérêts du souverain d'Autriche et de Hongrie, Smolenitz rétorqua que la nation grecque jouissait, dans le royaume hongrois, du droit de nationalité, et que ce serait faire preuve d'irrévérence que d'imaginer que quelqu'un appartenant à cette nation pourrait prendre part à un plan qui nuirait aux intérêts du pays dont il était citoyen. Il ajoutait qu'il avait déjà révélé ce plan à l'empereur. Il précisait que tous ceux qui étaient trouvés en possession d'exemplaires du "Système français"

(c'est-à-dire de la Proclamation) étaient, à une exception près, des sujets Turcs, aucun n'étant citoyen du Royaume hongrois. Smolenitz lui-même prétendait n'avoir aucun exemplaire, ne sachant pas où le texte avait été imprimé; il aurait seulement entendu dire que le dit "Système" avait été diffusé.

Le récit d'Eröss s'achève sur cette information laissant de nombreux points d'interrogation et conduisant à des réflexions et des hypothèses. Quels étaient les milieux de la Diaspora qui construisaient et participaient activement à des plans insurrectionnels? Qui et dans quels centres élaborait ces plans? Dans quelle mesure le plan que Smolenitz avait communiqué aux autorités hongroises pouvait-il être réalisé, c'est-à-dire quelle était la conjoncture politique dominant alors dans les Balkans qui permettrait d'espérer d'arriver à un accord, donc au succès? En quoi ce plan différait-il d'autres plans connus, en particulier de celui de Rigas, dont le nom n'est nullement mêlé aux discussions ni n'apparaît dans les documents? Quel est le type de Grec de la Diaspora représenté par Smolenitz et comment celui-ci exprime-t-il la réflexion politique (et laquelle?) des Grecs de la Hongrie? Quel est le type représenté par les autres collaborateurs de Rigas, connus ou anonymes, enthousiastes initiés à ses plans, destinataires ou lecteurs de la Proclamation et d'autres publications révolutionnaires? Ce sont des questions qui débordent le cadre d'une brève étude, mais qui néanmoins nécessitent d'être précisées ou, au moins, signalées.

Jean Hadji Smolenitz fut un gros commerçant de la ville de Komárom<sup>79</sup>, chef-lieu du comté du même nom sur les bords du Danube et sur la route menant à Vienne et à la Moravie. Les recherches menées jusqu'à ce jour en vue d'identifier le personnage nous permettent de considérer qu'il s'agit de la deuxième génération d'une famille originaire de

---

79. Sur Komárom voir Erwin Pamlényi, (éd. établie par), *Histoire de la Hongrie des origines à nos jours* (trad. du hongrois), Budapest 1974, p. 169-227. Des témoignages font état de la présence de Grecs à Komárom, surtout de marchands de céréales (A. Vacalopoulos, *Ιστορία Μακεδονίας, 1354-1833* [Histoire de la Macédoine 1354-1833], Thessalonique 1969, p. 373). Il y avait une église orthodoxe et une école mixte de Grecs et de Serbes (Ödön Füves, "Ελληνικόν Διδασκαλεῖον μεταξύ 1812-1820 εἰς τὴν Πέστην" [Ecole hellénique à Pest entre 1812 et 1820], *Μακεδονικά*, (1973), p. 43]. Pour des enregistrements des familles orthodoxes à Komárom, originaires surtout de Castoria, Melenik, Kozani, Moschopolis, ainsi que sur l'an 1769 voir S. Lambros "Ἐρευναι..." (Recherches...), *Νέος Ἑλληνομνήμων*, 18 (1924), p. 380-

Moschopolis établie en Hongrie plutôt après 1770. Son père, Simon<sup>80</sup>, avait fondé une maison de commerce de laine et ouvert peu à peu des succursales à Pest, Vienne et ailleurs. Il semble qu'il a eu aussi des biens fonciers à proximité de la ville de Djomolnok (?). Selon un témoignage<sup>81</sup>, sa propriété se distinguait de l'entourage par l'appellation de Smole(k), nom qui plus tard servit pour décerner le titre de noblesse. Je ne suis pas encore en état d'affirmer que Smolenitz est le nom véritable de la famille et non une adaptation au titre de noblesse<sup>82</sup>. De toute façon, c'est dès 1797 que notre informateur est enregistré sous ce nom parmi les abonnés à 10 recueils du "Trésor de Grammaire" de Constantin Karaïoannou, publié à Bude<sup>83</sup>.

Jean Smolenitz est donc un noble d'un ordre inférieur, gros commerçant cossu, fils de gros commerçants. Son frère Nicolas (chef de file de la branche des militaires grecs Léonidas et Nicolaos Smolents

381. Pour un tableau plus complet, Ödön Füves, "Görög kereskedők Dunántúlon 1754-1771 kösött, (marchands Grecs à l'ouest du Danube, 1754-1771)", *Különlenyomat az antik tanulmányok 1965, évi XII/I, Szamaból*, Budapest 1965, p. 107-108. Voir aussi les recensements de 1771, 1775, 1776 dans MOL, Htt, Acta Miscellanea C42, Fasc. 2, No 8, 1771, ff. 86 sq.; 1775 I, ff. 4-5, 258<sup>rv</sup>; 1776 I, ff. 68-81. Il manque à la recherche une étude sur les Grecs de Komárom. Sur les Serbes de Komárom: D. J. D. J. Popović, "Srbi u Komorany", *Istoriski Časopis*, 5 (Beograd 1954-1955), p. 193-205.

80. Les renseignements extrêmement pauvres, que je suis parvenue à collecter, s'appuient principalement sur l'article concernant la famille Smolenitz-Smolents-Smolenski rédigé pour *Μεγάλη Ἑλληνική Ἐγκυκλοπαιδεία* (La Grande Encyclopédie Hellénique), t. XXII, p. 47-58, par Georges Charitakis. Selon les informations du professeur C. Th. Dimaras, que je tiens à remercier vivement, ce matériau doit être basé plutôt sur des archives familiales ou des témoignages personnels, étant donné le lien de parenté de G. Ch. avec la famille Smolenski. L'article "Smolentz" dans Constant von Wurzbach, *Biographisches Lexikon des Kaisertums Oesterreich*, t. 35, Wien 1877, p. 195-196. Dans MOL, Htt, Acta Miscellanea, C42, Fasc. 2, No 8, 1775 I, f. 4, 20 janv. 1775, il est rapporté que Démétrios Szmolnics, de Komárom, marchand grec, 24 ans, avait prêté le serment de la nationalité hongroise. Serait-il de la même famille?

81. Voir l'article dans le journal *Μακεδονία*, 7 mai 1958, cf. Théophrastos Georgiadis, *Ἡ Μοσχόπολις* (Moschopolis), Athènes 1975, p. 73-74.

82. Notre document (MOL, E 708, ff. 243<sup>v</sup>) rapporte que Jean Chadji Smolenitz reçut le titre de chevalier de la part de Léopold II. Selon le *Standeserhebungen and Gnadenacte für das Deutsche Reich und die Österreichischen Erblände bis 1806*, t. V, Senftenegg 1974, p. 15 c'est le père de celui-ci, Simon Smolenitz, qui reçut le titre le 24.4.1794.

83. "Jean de Smolnitz, noble, de Smole", enregistré en tant qu'abonné.

ainsi que de Constantin Smolenski), lui aussi richissime, fut également, d'après les témoignages que nous possédons jusqu'à présent<sup>84</sup>, un adepte de la secte des Rosenkreuzer<sup>85</sup>, de tendance théosophiste, sous le règne de Marie-Thérèse; il fut de même franc-maçon et membre de sociétés secrètes des villes d'Europe qu'il avait visitées lors de ses voyages, ayant des contacts et des connaissances parmi différentes personnalités autrichiennes.

L'informateur de Joseph Eröss n'est donc pas un personnage quelconque; mis à part sa puissance financière, il dispose d'un "prestige" social qui lui permet, selon toutes les apparences, d'évoluer à son aise dans les milieux politiques autrichiens ainsi que dans le milieu du pouvoir; c'est peut-être par le truchement de son frère, dont nous ignorons le rôle, qu'il aurait accès aux sociétés secrètes. Sa discussion avec le gouverneur Eröss nous révèle un type de Grec de la Diaspora qui, de pair avec la nationalité hongroise et le titre de noblesse, a pris conscience de son nouveau statut et de ses devoirs mais qui n'a pas renié pour autant sa précédente personnalité. On pourrait peut-être supposer, à l'occasion de ce que nous avons noté dans les pages qui précèdent, qu'il appartenait lui aussi, en tant que membre de la petite noblesse, au type de Hongrois à la conscience politique nationale naissante ou, du moins, qu'il apparaît comme sensibilisé par la cause nationale. Il n'en a pas moins conscience de ses origines grecques et prête attention aux mots d'ordre et aux projets révolutionnaires des Grecs et des peuples des Balkans. Son plan révolutionnaire se présente assorti de ses espérances propres ou de celles de ses compagnons, ce qui, comme nous allons voir, ne coïncide pas toujours avec les plans de Rigas.

C'est dans une telle disposition qu'il se laisse aller à des confidences lors de sa conversation avec Eröss, en cherchant peut-être de permettre à un représentant du pouvoir de voir clair dans les projets in-

---

84. Μεγάλη Ἑλληνική Ἐγκυκλοπαίδεια (La Grande Encyclopédie Hellénique) *op. cit.* Je n'ai pas réussi à repérer du matériel d'archives dans les Archives de la Guerre de Vienne.

85. Sur les Rosenkreuzer (Rose-croix) voir Serge Hutin, *Les Sociétés secrètes*, Paris, Que sais-je?, <sup>9</sup>(1980), p. 50-61; Horst Möller, "Die Bruderschaft der Gold- und Rosenkreuzer, Struktur, Zielsetzung und Wirkung einer anti-aufklärerischen Geheimgesellschaft" (éd. établie par Helmut Reinalter, *Freimaurer und Geheimbünde im 18. Jahrhundert in Mitteleuropa*, Frankfurt a.M. <sup>2</sup>(1986), p. 199-239.

surrectionnels qui se trament et non pas pour les dénoncer. Une pareille disposition résulte, en plus, des renseignements assez vagues qu'il fournit à propos de la Proclamation. C'est que lui aussi, à l'instar d'autres membres de la colonie de Trieste, de Vienne et d'ailleurs s'intéresse au sort commun et souffre de voir ses compatriotes subir aussi longtemps le joug barbare ottoman. Il apparaît aussi que lorsqu'il affirme que les Grecs, sujets hongrois, jouissent de leurs droits et que donc nul d'entre eux ne participera au 'système mentionné', il ne peut imaginer de nuire aux lois du royaume hongrois, qu'il représente davantage que sa propre personne. Pourtant ses efforts de protéger ses compatriotes pourraient dissimuler son peu d'empressement à partager directement les risques. Nous sommes donc en présence de ce type d'homme qui prendra moins de risques que l'ardente jeunesse des partisans de Rigas, mais qui, dans une prise de conscience nationale, éprouve de l'intérêt et emprunte sa propre voie pour sensibiliser et atteindre les buts communs, pour l'essentiel. On ne pourrait exclure que pareille attitude fut aussi dictée par la prudence, dans le cas où Eröss serait en désaccord avec ce qui se préparait.

Considérons brièvement le plan en question, dont nous avons connu, dans les grandes lignes, le contenu. Nous ignorons son ou ses inspirateurs, ainsi que le degré d'exactitude qu'atteignent les versions, respectivement d'Eröss et de son interlocuteur. On reconnaît l'ossature commune des tous les plans de cette époque concernant une insurrection dans les Balkans, d'après ce que l'on connaît des projets de Rigas<sup>86</sup>. D'autres tentatives, à la fin du XVIIIe s., témoignent également d'une orientation à peu près identique<sup>87</sup>. L'idée de base est fondée sur le grand espoir d'un soutien armé français (les Français avaient, dès le mois de juillet 1797, débarqué à Corfou) et du renfort qu'ils étaient censés apporter aux Maniotes. La position géographique du Magne, mais aussi les rapports spécifiques des Maniotes avec les Ottomans, avaient suscité, on le sait, l'intérêt tout particulier des Français envoyés par Bonaparte, qui fondait sur eux maints espoirs<sup>88</sup>. Les Grecs, rêvant

86. Voir Lambros - Legrand, *op. cit.*, p. 605/606, 662/663. Amantos, *op. cit.*, p. 154-155. Vranoussis, *Ρήγας* (Rigas), p. 59 sq.

87. Voir brièvement, Olga Katsiardi, "Ελληνικά Διαβήματα στον Βοναπάρτη. Η περίπτωση του Γεωργίου Παλατινού" (Démarches helléniques auprès de Bonaparte. Le cas de Georges Palatinos), *Ο Έργασιστής*, 14 (1977), p. 35-68.

88. Voir bibliographie sur le sujet, *ibid.*, p. 39, n° 9.

de liberté, reconnaissaient chez les Français de nouveaux libérateurs et ne se souciaient pas de s'interroger sur un éventuel revirement, une fois que les Français auraient réalisé leurs plans. Or, selon le plan, ce seraient les Maniotes et Epirotes qui se placeraient en tête de l'insurrection, à cause aussi bien de leur proximité géographique avec l'Héptanèse que de l'administration d'Ali Pacha, qui, ayant ses propres mobiles vis-à-vis du pouvoir central ottoman, "flirtait" avec Bonaparte<sup>89</sup>.

Le Peloponnèse se souleva le plus tôt possible après les premières batailles. C'est la première fois, dans des plans provenant des Grecs asservis, que l'on déclare que la Crète et Chypre seront offertes à la France en guise de renfort ("pro adjutorio"), dans le but de promouvoir et de parachever le "système".

La bibliographie nous apprend que des diplomates et hommes politiques français s'orientaient, dès 1736<sup>90</sup>, vers une occupation de la Crète, de Chypre et d'autres îles de la Méditerranée, dans le cas éventuel d'une dissolution de l'Empire ottoman. Sans doute, le débat sur la question d'Orient fut officiellement inauguré lors du Congrès de Vienne, en 1815, mais c'est bien avant qu'avaient commencé à germer ces réflexions et interrogations. Le débat entre Français fut plus animé à partir de 1777 environ, lorsque, selon le projet de Jean Louis Carra<sup>91</sup>, il était prévu de céder à la France la Crète, Chypre, le Peloponnèse, l'Eubée ainsi qu'une grande partie de l'Archipel; les autres puissances s'assureraient des gains territoriaux analogues. Quant aux projets de

89. Sur les rapports entre Bonaparte et Ali-Pacha et les Français Impériaux de l'Heptanèse G. Siorokas, "Ο 'Αλή Πασάς και οί αυτοκρατορικοί Γάλλοι τῆς Ἑπτανήσου. (Νέα στοιχεία ἀπό τὸ ἀνέκδοτο ἀρχεῖο τοῦ C. Berthier) (Nouveaux éléments de l'archive inédite de C. Berthier), *Δωδώνη*, 3 (1974), p. 275-280, avec bibliographie. Voir aussi G. A. Arš, *Ἡ Ἀλβανία καὶ ἡ Ἠπειρος κατὰ τὰ τέλη τοῦ 18ου - ἀρχὲς 19ου αἰ. Τὰ Πασαλίγια τῆς Δυτικῆς Ἀλβανίας ἐπὶ Ὀθωμανικῆς Αυτοκρατορίας* (L'Albanie et l'Épire vers la fin du 18e et 19e siècles. Les Pachalik en Albanie occidentale au temps de l'Empire Ottoman) (trad. du russe; voir texte dactylographié au Centre de Recherches Néohelléniques de La Fondation Nationale de la Recherche Scientifique, Athènes), Moscou 1963.

90. T. G. Djuvara, *Cents projets de partage de la Turquie (1281-1913)*, Paris 1914, p. 258-268 et surtout p. 264, plan du cardinal Alberoni. L'Égypte faisait partie des objectifs convoités par la France depuis environ 1738 (Germaine Lebel, *La France et les Principautés Danubiennes (du XVIe siècle à la chute de Napoléon Ier)*, Paris 1955, p. 355, note 2 de la p. 56).

91. Djuvara, *op. cit.*, p. 316-317; sur J. L. Carra, voir Lebel, *op. cit.*, p. 194-196.

création d'un Etat grec, il n'en était bien sûr pas question dans la fraîcheur de ces discussions privées. La tactique politique était d'ailleurs toujours orientée vers les schémas des grands Etats/empires multinationaux. En 1782, Joseph II proposa à Cathérine II, dans le cas d'un démembrement de l'empire Ottoman, d'adjuger à Venise la Crète et Chypre<sup>92</sup>. En 1785, 1788, 1792, la préférence des Français en faveur de la Crète et de Chypre<sup>93</sup>, situées sur la route de la Méditerranée Orientale et surtout de l'Egypte, allait devenir plus claire. Cette fois-ci c'était Talleyrand qui formulait le 27 janvier 1798, les visées de la France sur la conquête de l'Egypte, de la Crète et de Lemnos, dans le but ultime d'occuper la mer Egée: "L'occupation de la Crète et de Lemnos ne constituerait pas une opération difficile, surtout si l'on provoquait un soulèvement des Grecs"<sup>94</sup>.

Peu avant la campagne d'Egypte, le chargé d'affaires de la République Française auprès de la Porte faisait mention de la rumeur<sup>95</sup>, répandue dans le Peloponnèse et en Crète, concernant la campagne que les Français allaient mener en Egypte. Les Français n'avaient cependant pas débarqué en Crète en route pour l'Egypte; c'est Malte qui leur servit d'escale en Méditerranée. Il semble toutefois que l'émotion fut grande au sein de la population chrétienne de Crète, comme d'ailleurs la crainte que cette rumeur avait causé chez les habitants ottomans, si l'on croit les témoignages de Gould Francis Leckie, en 1807<sup>96</sup>. Un des interlocuteurs de celui-ci, originaire de Sfakia, lui parla du désir ardent de ses compatriotes de se libérer du joug turc et combien ils avaient cru, en 1798, que la Crète allait passer aux Français. Il lui raconta aussi que "les habitants turcs de Crète, redoutant les effets d'un éventuel changement, améliorèrent leur attitude vis-à-vis des

92. Djurava, *op. cit.*, p. 300-301.

93. Lebel, *op. cit.*, p. 57, 59, 66.

94. Sp. Pappas, "La politique grecque du Directoire avant la rupture avec la Porte 1796-1799", *L'Hellénisme Contemporain*, 1 (1947), p. 240.

95. L. J. Popov, "Prinos za izučvane minaloto na bulgarskoto otečestvo" (Contribution à l'étude du passé de la patrie bulgare), *Sbornik za narodni umotvorenija, nauka i knižnina*, 24 (Sofija 1908) 1 dël, p. 139, No 7, Péra-les-Constantinople, le 13 Prairial an 6 de la République (=1 Juni 1798).

96. Gould Francis Leckie, *A historical Survey of the foreign Affairs of Great Britain for the years 1808, 1809, 1810; with a view to explain the causes of the disasters of the late and present wars*, London 1810, p. 209-218.

Grecs, chaque Turc choisissant un protecteur (patron) grec. Sous le patronage des Grecs, ils allaient soutenir le changement politique (reverse). Les Grecs consentirent à cet arrangement et l'espoir naquit de voir les Crétois former un seul peuple par la suppression de la distinction civile (civil) entre les deux religions; ce qui serait une bonne chose pour le peuple, une fois que les Français auraient établi leur pouvoir. Mais les Français ayant été expulsés d'Égypte par les Britanniques — amis et alliés de la Porte — et le danger passé, chaque "client" turc assassina son "patron" grec, afin d'effacer le souvenir d'une quelconque servitude. Il n'est pas possible d'établir la vérité de ce récit. Néanmoins, même en tant que pure fiction ou encore si cela eut lieu à une échelle réduite, ceci nous suffit pour mettre en évidence les espérances d'une coexistence et d'une suppression des différends religieux-ethniques que les mots d'ordre de la Révolution française faisaient naître au sein de la population crétoise. Poursuivre l'analyse dans ce sens déborderait les limites de la présente étude. Contentons-nous d'ajouter que quelques mois plus tard (8 oct. 1798), à une époque où l'évolution dans les Balkans et dans les rapports entre la France et l'empire Ottoman avait pris une tournure différente, l'idée se précisa que la France soutiendrait les tentatives d'indépendance de Pasvanoğlu, en vue de faire accéder celui-ci au trône du sultan, en échange de l'Égypte, Chypre, Rhodes et de la Crète, ainsi qu'un traité de commerce favorable<sup>97</sup>. Ce projet fut vite abandonné, vu que les équilibres et coalitions entre puissances se modifiaient, à cette époque, au jour le jour; la Crète allait bientôt attirer l'intérêt de l'Angleterre et faire son apparition à l'ordre du jour des pourparlers sur le démembrement de l'empire Ottoman.

Cette longue parenthèse ouverte dans l'exposition du plan de Smolenitz enrichit notre information sur les jeux diplomatiques tramés à propos de la Crète et de Chypre. Nous disposons ainsi de la preuve que ce plan pourrait bien dissimuler des intérêts français puisque on croit savoir que les Grecs, qui projetaient une insurrection et libération, ne comptaient pas remettre ces deux îles à la France ou à une autre puissance.

---

97. Popov, *op. cit.*, p. 146. Sur les relations entre la France et l'Empire Ottoman après la campagne d'Égypte, voir Stanford J. Shaw, *Between Old and New. The Ottoman Empire under Sultan Selim III, 1789-1807*, Harvard Univ. Press, Cambridge, Massachusetts 1971, p. 247-271.

Les hypothèses, allant des vœux aux certitudes, formulées par Smolenitz au sujet d'une éventuelle action des pachas régionaux des Balkans s'expliquent a) par les mouvements insurrectionnels contre le sultan Selim III et ses réformes<sup>98</sup>, mais aussi par les tentatives des pachas d'arracher et assurer une certaine autonomie ainsi que par leurs affrontements mutuels; b) par l'effort mené, avant tout par les Français, pour mettre à profit leurs contacts avec chaque fois d'autres pachas, dans des buts différents; c) par la volonté des peuples balkaniques de collaborer sur la voie de la libération<sup>99</sup>.

La Diaspora, au sein de laquelle Smolenitz vivait, de même que le contact des Grecs avec les habitants — surtout Serbes — de Hongrie, pourraient servir d'école où ils auraient plus facilement pris des leçons de coexistence, malgré les différences entre leurs deux communautés. Les implantations serbes en Hongrie avaient le même rôle positif que la Diaspora grecque correspondante, celui de transmettre des idées nationales à leurs compatriotes vivant dans l'empire Ottoman<sup>100</sup>. Toutefois, à l'époque donnée, les Serbes de l'empire Ottoman vivaient sous un régime de paix relative après les bouleversements qu'ils avaient connus jusqu'en 1791 et qu'ils allaient de nouveau connaître après 1801 avec l'exécution du pacha de Belgrade, Hacı Mustafa, par les Janissaires<sup>101</sup>. C'est pourquoi Smolenitz ne fait qu'une mention vague du rôle direct de la Serbie: il devait penser que celle-ci allait se soulever de concert avec la Bulgarie, la Bosnie, l'Albanie, la Macédoine, sans pourtant préciser comment. Le plan, il est vrai, fait mention aussi

98. Voir sur ce sujet, Shaw, *op. cit.*

99. Voir les remarques concises mais pertinentes de L. S. Stavrianos, "Antecedents to the Balkan revolutions of the nineteenth century", *Journal of Modern History*, 4/XXIX (1957), p. 335-348.

100. Mita Kostić, "Nekoliko idejnih odraza Francuske revolucije u našem društvu krajem 18 i početkom 19 veka" (Quelques idées-influences de la Révolution française sur notre société, fin 18e-début 19e siècles), *Zbornik Matice Srpske*, 3 (1952), p. 5-20. Renseignements et bibliographie suffisante sur notre sujet dans l'article de Dubravka Friesel-Kopecki, "Die servische Nationalbewegung", in: *Nationalbewegungen auf dem Balkan*, éd. Norbert Reiter, Osteuropa-Institut an der Freien Universität Berlin, *Balkanologische Veröffentlichungen*, 3, Berlin 1983, p. 177-279.

101. Voir l'ouvrage capital de Dušan Pantelić, *Beogradski pašaluk pred Prvi Srpski Ustanak, 1794-1804* (Le pachalik de Béograd avant la première révolution serbe, 1794-1804), Beograd 1949. En bref voir Michael Boro Petrovich, *A History of Modern Serbia 1804-1918*, I, New York-London 1976, p. 23-26.

du "Bassam Rebellem in Servia"; nonobstant ceci, il faudrait plutôt supposer qu'il s'agit de Pasvanoğlou, le pacha de Vidin, puisque la dénomination (erronée suivant l'actuelle terminologie de géographie politique) de son territoire administratif apparaît souvent dans les sources comprenant des régions peuplées de Serbes. Pasvanoğlou allait néanmoins poursuivre, comme il le faisait déjà depuis quelque temps, son rôle insurrectionnel et séparatiste dans les contrées dont certaines appartiennent à l'actuelle Bulgarie<sup>102</sup>. On pouvait donc s'attendre à ce que la France, intervenant par ses agents<sup>103</sup>, attise ses menées, tantôt observant une réserve et tantôt stimulant ses aspirations, au point d'envisager de le faire couronner comme sultan du nouvel Etat qui allait, en Orient, prendre la relève de l'empire Ottoman<sup>104</sup>. L'on tenait pour presque certaine sa participation encore plus active à l'insurrection, aussi bien à cause des ses aspirations générales que de ses contacts plus concrets avec les Grecs et ses rapports avec Rigas<sup>105</sup>. Le rôle essentiel, qui d'après le plan, lui revenait serait: "ut Turcica aula distrahatur". On se trouve ainsi en présence d'un schéma typique des Balkans, où des mouvements séparatistes de pachas, Pasvanoğlou dans notre cas, sont "investis" des mots d'ordre de liberté-justice et font naître des espoirs de libération aux peuples des Balkans; schéma qui s'insère inextricablement dans la politique française qui profite des troubles aux Balkans afin de créer une diversion à l'endroit de l'Autriche, qui à son tour, aspire à maintenir la paix dans la région, voulant livrer ses batailles contre Bonaparte en couvrant ses arrières.

102. Une étude complète sur Pasvanoğlou fait pour le moment défaut. En bref, voir Shaw, *op. cit.*, p. 237-246. Je noterai dans la bibliographie sur Pasvanoğlou, la thèse de Marie Iliewa Theophilowa, *Die Rebellion des Pascha Paswanoglou und ihre Bedeutung für die bulgarische Befreiungsbewegung im XIX Jahrhundert*, Zürich 1904; voir cependant aussi la critique de N. A. Costantinescu, "Un livre oublié sur la révolte de Pasvan-Oglou", *Revue Historique du Sud-est Européen*, 16 (1939), p. 253-264. Cf. Vranoussis, *Ρήγας* (Rigas), p. 58 note 1. Je ne suis pas parvenue à consulter l'étude de Grgur Jakšić, "Notes sur Pasvan-Oglou 1758-1807", *La Revue Slave*, 1 (1906), p. 261-279, 418-429; 2 (1906), p. 139-144, 436-448; 3 (1907), p. 138-144, 278-288.

103. Sur les contacts entre la France et Pasvanoğlou, voir A. Boppe, *L'Albanie et Napoléon* (1797-1814), Paris 1914, p. 13-14. Popov, "Prinos", *op. cit.*, en particulier p. 26-30, 135-156, Lebel, *op. cit.*, p. 78-82.

104. Popov, "Prinos", *op. cit.*, p. 145-146.

105. Voir à ce sujet Vranoussis, *Ρήγας* (Rigas), p. 23-24, 53-58.

L'attitude qu'allait adopter Ibrahim, nouveau pacha du pachalik de Skoutari<sup>106</sup> ayant fait sécession, restait encore imprécise; Ibrahim ne semblant pas disposé à poursuivre le rôle de son frère Kara Mahmud, pacha de Skoutari, de la grande famille des Bushati, tué au combat contre les Monténégrins (22 sept. 1796) au terme de longues guerres menées contre eux-ci<sup>107</sup>. En août 1797<sup>108</sup>, lorsque ses rapports avec l'empire Ottoman n'étaient pas encore ouvertement perturbés, Bonaparte avait exprimé à Ibrahim son chagrin sur le sort de son frère en promettant amitié et secours à lui-même et aux Albanais. Entretemps, il semble que Ibrahim pacha avait des problèmes avec son neveu Kara Mustapha, le fils de Kara Mahmud, qui désirait se réapproprier les territoires de son père<sup>109</sup>. Or, selon toute évidence, le pacha de Skoutari ne se montrait pas pressé de s'associer, pour le moins directement, au plan dont nous avons connaissance. Une même imprécision marquait aussi l'attitude du pacha de Bosnie, qui ne semblait pas suivre des tendances ouvertement séparatistes.

Un détail intéressant, voire essentiel, qui rend notre plan différent de tous les autres que nous connaissons, concerne la façon d'agir à la dernière étape de l'insurrection. La Serbie, la Bulgarie, la Bosnie, l'Albanie, la Macédoine (dans les limites géographiques vagues de l'époque) devaient se soulever l'une après l'autre afin que la Grèce, craignant la puissante armée turque de la Thrace<sup>110</sup> (il s'agit, selon

106. Sur le pachalik de Skoutari voir Hyacinthe Hecquard, *Histoire et description de la Haute Albanie ou Guégarie*, Paris, s.d., p. 1-24, 356 sq.

107. *Ibid.*, p. 445. Cf. aussi G. T. Koliass, "Σελίδες Ἀλβανικῆς ἱστορίας" (Pages de l'histoire albanaise), *Ἀθηνᾶ*, 49 (1939), p. 243-255. Plus généralement sur les rapports avec le Monténégro voir P. Coquelle, *Histoire du Monténégro et de la Bosnie depuis les origines*, Paris 1895, p. 236-252. Je n'ai pas pu consulter l'ouvrage de Stavri N. Naçi, "Rreth familjes se madhe feudale ti Bushatasve të Skodrës" (Sur la grande famille féodale des Bushati de Skoutari), *Buletin i Universitetit shtetëror të Tiranës. Seria shkencat shoqërore*, 12 (1958), p. 244-255.

108. *Correspondance de Napoléon Ier*, t. 3. Paris 1858, p. 235-236, n° 2104, 16 août 1797. L'attitude observée par Bonaparte en faveur du pacha de Skoutari en 1796, lorsque Russes et Autrichiens soutenaient le Monténégro, est bien connue, voir S. Pollo - A. Puto, *Ἱστορία τῆς Ἀλβανίας ἀπὸ τὴν ἀρχαιότητα μέχρι σήμερον* (Histoire de l'Albanie depuis l'antiquité jusqu'à aujourd'hui (trad. de l'anglais), Thessalonique, s.d., p. 135.

109. Shaw, *op. cit.*, p. 299.

110. Les cartes de Rigas sont d'une utilité certaine pour comprendre la géographie de l'époque; voir Georges Laïos, "Οἱ χάρτες τοῦ Ρήγα. Ἐρευναι ἐπὶ νέων

toute évidence, de la région à l'ouest de Constantinople au sens large, sans autre précision) observe une neutralité provisoire. Que désignait-on par ce terme de 'Grèce', avoisinant la Thrace où se trouve cette puissante armée turque? Sans doute elle devait inclure l'actuel espace grec au sens large. La Grèce donc entière était censée venir finalement à la rescousse, en proclamant la *Respublica*.

D'après les derniers détails de plan, selon rapport dû à la plume du gouverneur Eröss, la 'Respublica' grecque se chargerait, avec ses alliées, de l'expulsion finale des Ottomans. On ne précisait pas si cette *Respublica* comprendrait d'autres Etats balkaniques (selon le projet de la "République grecque" de Rigas), ou si la collaboration se limiterait au côté militaire, c'est-à-dire à l'expulsion des Ottomans de l'Europe et d'une partie de l'Asie Mineure. Cette imprécision serait-elle due à un malentendu de la part d'Eröss ou bien à une réfraction qu'aurait subie le plan au cours de sa diffusion, ou dans sa version de Smolenitz? On l'ignore. Ceci nous empêche de développer notre réflexion sur le caractère de la "République grecque" de Rigas, analysé avec une grande clarté par A. Manassis<sup>111</sup>. Il nous faut cependant souligner qu'il est question, aussi dans cette version du plan, de la 'Respublica' grecque (Etat ou République? Le mot était alors employé, dans les deux sens) ayant en sus des frontières imprécises, mais, dans sa première forme, plus restreintes que celles de la "république balkano-asiatique" de Rigas<sup>112</sup>, au sein de laquelle les Grecs se réservaient le rôle majeur.

Notre attention est attirée par une autre différence encore. Smolenitz, à l'opposé de Rigas et des partisans de ce dernier, tient pour presque certain que la Russie s'associera et aidera les peuples des Balkans, et il espère que ceci suscitera l'intérêt de l'Autriche, ce que d'ailleurs il se propose lui-même de provoquer. Il paraît que Smolenitz, comme aussi peut-être d'autres Grecs de la Diaspora, n'avait pas été "réveillé" par l'effondrement des espérances que les Grecs avaient placées dans les Puissances lors des guerres précédentes. Ces désillusions avaient

---

πηγῶν" (Les cartes de Rigas. Recherche de sources nouvelles), *AIEE*, 14 (1960), p. 231-312.

111. Manassis, *L'activité*, *op. cit.*

112. Notis Botzaris, *Visions balkaniques dans la préparation de la révolution grecque (1789-1821)*, Paris 1962, p. 27-28.

poussé Rigas et ses compagnons à tourner le regard vers la France révolutionnaire et vers Bonaparte<sup>113</sup>. On entrevoit également le peu de compréhension qu'avait Smolenitz du jeu des plans toujours changeants des Puissances. Ceci valait avant tout dans le cas de l'Autriche, qui avait opté, avec l'empereur François II, pour le soutien de l'empire Ottoman, jusqu'au moment où elle allait se rendre compte qu'elle pourrait elle aussi tirer directement profit d'un éventuel démembrement du territoire du Sultan. La Russie allait d'ailleurs bientôt promettre, lors des nouvelles guerres russo-turques, son soutien aux peuples balkaniques, mais cette fois il manquera à l'intérêt grec l'enthousiasme d'antan.

La notion de Révolution ne prend donc pas forme, aux yeux des Grecs de Hongrie, uniquement en tant que besoin de conquérir des droits politiques et civils, mais est aussi réfractée à travers des théories et des mots d'ordre nationalistes. Vivant en Hongrie, ils sont extrêmement attentifs aux proclamations de liberté-égalité-fraternité, interprétées, en ce qui concerne les sujets Ottomans, dans le sens d'une opposition au joug Ottoman, et d'une action commune des peuples balkaniques. Les sujets hongrois, au moins certains parmi eux, ne manquent pas de conscience et d'enthousiasme nationaux, mais on ignore à quel point ils sont disposés à prendre des risques pour la réalisation de cet objectif. Les preuves observables étant maigres, on ne saurait rien conclure avec certitude.

Une dernière remarque s'impose: il serait peut-être prématuré, nous basant sur les résultats de la recherche menée jusqu'ici, d'attribuer des dimensions exagérées à l'influence de la Révolution française auprès des larges couches des peuples balkaniques ainsi qu'à leurs mouvements de libération; on devrait peut-être s'orienter vers la découverte de conditions supplémentaires en vigueur dans la Péninsule, des conditions administratives, économiques, structurelles et autres qui agissaient dans la direction de nouvelles situations.

traduction: J. Daras - S. Kouréménos

---

113. Vranoussis, *Ρήγας* (Rigas), p. 75.